

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
27 juillet 2001  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 27 juillet 2001, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre du Ministre des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie, M. Goran Svilanović, qui est datée du 25 juillet 2001 et adressée à votre Représentant spécial et chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), M. Hans Haekkerup (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(*Signé*) Vladislav **Mladenovic**

**Annexe à la lettre datée du 27 juillet 2001, adressée  
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente de la Yougoslavie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai été informé le 17 juillet 2001, par le Bureau de la MINUK à Belgrade, que la MINUK avait adopté des directives applicables aux responsables gouvernementaux et aux représentants d'entités politiques de la République fédérale de Yougoslavie se rendant au Kosovo.

Malheureusement, ces directives, au lieu de faciliter les déplacements au Kosovo des représentants du Gouvernement ou de partis politiques de la République fédérale de Yougoslavie, ont pour effet d'y faire obstacle, voire de les rendre impossibles. Les conditions d'approbation et les délais de soumission des demandes de visite, en particulier, contiennent des dispositions très restrictives qui ne sont de mise qu'entre États souverains. Elles sont manifestement inadaptées aux visites qu'effectuent au Kosovo-Metohija, partie intégrante de la République fédérale de Yougoslavie et de la République de Serbie, qui fait elle-même partie de la République fédérale, les particuliers venant d'autres régions de la République fédérale. Elles empêchent les partis politiques et leurs militants d'accéder à cette province et font obstacle aux activités qu'ils souhaitent y mener, ce qui peut compromettre leur décision de prendre part aux prochaines élections.

Comme je l'ai souligné à plusieurs reprises lors de nos discussions, la coopération entre la République fédérale de Yougoslavie, la MINUK et la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR) est indispensable si l'on veut que la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité soit pleinement appliquée. Les Gouvernements de la République fédérale de Yougoslavie et de la République serbe ne ménagent pas leurs efforts pour favoriser la coopération avec la communauté internationale mais les mesures que la MINUK a prises ne semblent pas vraiment favorables à une coopération fructueuse: elles soumettent les autorités démocratiques de la République fédérale de Yougoslavie à des conditions que l'on n'exigeait pas du temps de Slobodan Milosevic, ce qui est absurde.

Je vous demande donc, dans l'intérêt de la coopération et au nom des efforts que nous menons ensemble pour atteindre les objectifs fixés dans la résolution 1244 (1999), de reconsidérer les mesures prévues dans les directives en question et je saisis cette occasion pour vous rappeler que nous sommes prêts à régler cette question et d'autres questions au moyen d'un accord de coopération portant aussi sur le statut de la MINUK.

*(Signé)* Goran Svilanović